Euro 2016, les profils variés des hooligans de Marseille

Dix supporteurs interpellés à Marseille comparaîtront lundi 13 juin devant le tribunal correctionnel. Ils encourent des peines de prison ferme

Le tribunal correctionnel de Marseille sera sans concession lundi 13 juin après-midi envers les supporteurs qui ont participé, samedi 11 juin, aux violents affrontements qui ont fait 35 blessés dont 4 graves.

### **Aucune clémence**

Dix personnes – six Britanniques, un Autrichien et trois Français – comparaissent pour des faits de violence avec armes envers les forces de police et entre supporteurs. « *Il y a un peu tous les profils* », a indiqué lundi matin le procureur de Marseille Brice Robin, qui ne fera preuve d’aucune clémence. : « *Le procureur adjoint requerra à ma demande l’incarcération de ces personnes, à titre de peine principale et l’interdiction d’entrer sur le territoire national pour les étrangers. Nous appliquerons la loi dans toute sa rigueur*», a-t-il souligné.

Outre un dossier classé sans suite, sept autres Français ou Britanniques ont été placés sous contrôle judiciaire assorti d’interdiction de stade durant l’Euro. Deux Russes ont fait l’objet d’une obligation de quitter le territoire pour d’autres faits que la violence.

### **Enquêteurs russes**

Pour l’heure, aucun Russe ayant pris part aux affrontements de samedi n’a été identifié et interpellé. « *Avec l’aide des enquêteurs russes, nous sommes en train de visionner les images de vidéosurveillance pour tenter de les identifier* », explique le procureur. Il évoque environ 150 supporteurs « *entraînés pour commettre des exactions », « déterminés » et agissant « avec rapidité et vélocité* ».

« *Leurs interventions ne durent que quelques secondes* », indique Brice Robin. Si des hooligans russes identifiés ont été refoulés à l’aéroport, d’autres sont venus par leurs propres moyens de locomotion. « *Certains ont peut-être acheté des billets par d’autres fédérations et sont passés à travers les mailles du filet*», précise le procureur.

Le procureur a aussi répondu aux critiques venues d’Angleterre sur l’action de la police française samedi. *« Il n’y a pas eu de faille »*, a-t-il sèchement rétorqué.

Corinne Boyer, à Marseille